

Commission des Finances, de la Comptabilité, du
Budget et du Sport du

PARLEMENT

DE LA

COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

Session 2010-2011

4 JUILLET 2011

COMPTE RENDU INTÉGRAL

SÉANCE DU LUNDI 4 JUILLET 2011

TABLE DES MATIÈRES

1	Questions orales (Article 78 du règlement)	3
1.1	Question de M. Philippe Dodrimont à M. André Antoine, vice-président et ministre du Budget, des Finances et des Sports, intitulée « Subvention de stages d'initiation par l'Adeps »	3
1.2	Question de M. Philippe Dodrimont à M. André Antoine, vice-président et ministre du Budget, des Finances et des Sports, intitulée « Nouveau projet sportif du Standard » . . .	4
1.3	Question de M. Philippe Dodrimont à M. André Antoine, vice-président et ministre du Budget, des Finances et des Sports, intitulée « Création d'une deuxième équipe cycliste Wallonie-Bruxelles »	4
1.4	Question de M. Bea Diallo à M. André Antoine, vice-président et ministre du Budget, des Finances et des Sports, intitulée « Championnat d'Europe de hockey 2013 »	6
2	Ordre des travaux	7

Présidence de M. Richard Miller, président.

– *L'heure des questions et interpellations commence à 19 h 30.*

M. le président. – Mesdames, messieurs, la séance est ouverte.

1 Questions orales (Article 78 du règlement)

1.1 Question de M. Philippe Dodrimont à M. André Antoine, vice-président et ministre du Budget, des Finances et des Sports, intitulée « Subvention de stages d'initiation par l'Adeps »

M. Philippe Dodrimont (MR). – Je souhaite recevoir des précisions sur l'organisation des stages d'initiation dans les clubs sportifs.

Récemment, un article de presse annonçait que les clubs devaient déposer leur demande d'aide financière pour le 15 juillet. Par ailleurs, pour obtenir des informations, il est conseillé de consulter le site de l'Adeps qui mentionne les camps sportifs. On a donc créé une différence entre le stage d'initiation et le camp sportif. À mon sens, le camp sous-entend le logement en internat et une organisation décentralisée. Le fait d'utiliser deux appellations pour le même sujet suscite la confusion.

Sur le site de l'Adeps, je vous défie de trouver des informations sur les disciplines et les clubs qui les pratiquent. Lors d'un contact téléphonique, on m'a expliqué que les stages multisports n'étaient peut-être pas concernés.

Pourriez-vous m'apporter des renseignements afin que je puisse les répercuter auprès des clubs qui souhaitent organiser des stages d'initiation ? Ne faudrait-il pas améliorer l'information publiée sur le site « www.adeps.be » et notamment celle qui porte sur les subventions ? Quelles informations ont-elles été transmises aux clubs ? Ces derniers ont-ils reçu un courrier sur les subsides disponibles pour l'organisation de stages sportifs, notamment pendant la période estivale ?

Pour les stages multisports mis en place suite à l'association de clubs, existe-t-il une subvention pour créer un tronc commun de plusieurs disciplines ?

Quel engouement suscite cette aide de la Fédération Wallonie-Bruxelles aux clubs sportifs voulant proposer des stages ?

M. André Antoine, vice-président et ministre

du Budget, des Finances et des Sports. – La Fédération Wallonie-Bruxelles dispose de nombreux mécanismes de subventions de programmes de stages sportifs ambitieux pour les jeunes, filles comme garçons.

En effet, si l'Adeps propose 2 547 stages permettant à 33 615 jeunes de pratiquer une semaine de sport à des prix très démocratiques, force est de constater que cette offre est insuffisante et ne couvre pas tout le territoire puisqu'il n'y en a que 1 800 dans notre Communauté auxquels il faut ajouter ceux des Arcs, en France.

Les clubs sportifs locaux, communaux et les centres sportifs sont autant de relais qui permettront aux jeunes de pratiquer une activité sportive durant leur temps libre. C'est pourquoi nous avons lancé « Eté sports » qui a connu un grand succès l'année dernière avec 1 460 stages organisés. Nous en espérons deux mille pour cette année, soit 40 000 jeunes en plus des 33 000 accueillis dans les centres Adeps.

Nous avons réservé 1 300 000 euros à cet effet, crédit qui a été doublé par rapport à l'année dernière. Nous avons largement informé le monde sportif. Un courrier a été envoyé à tous les collèges communaux et à toutes les fédérations sportives chargées de le répercuter auprès de leurs clubs affiliés. Nous l'avons même transmis à tous les clubs sportifs recensés à l'Adeps. Je pense que nous ne pouvons faire mieux.

En outre, nous organisons chaque semaine des animations à la demande de collèges, de centres sportifs ou de clubs pour rappeler tous les dispositifs existants.

Fin juin, nous comptabilisions déjà 1 280 demandes de stages pour cet été. Nous devrions dès lors faire largement mieux que l'année dernière. Tout cela est disponible pour les administrations communales, les centres sportifs locaux ou intégrés, les asbl de gestion communale et les clubs affiliés à une fédération sportive.

La qualité de ces stages sera garantie par la nécessité de répondre à des critères précis comme l'encadrement pédagogique. Les moniteurs doivent posséder les titres requis, des brevets ou faire preuve de compétences dans la discipline.

La norme d'encadrement est laissée à l'appréciation de l'organisateur. Elle fera cependant l'objet d'une inspection par les services pédagogiques de l'Adeps : les centres du conseil du sport qui regroupent un, voire deux inspecteurs par province.

La qualité des stages sera également garantie par la conformité des infrastructures et du matériel

sportif aux normes de sécurité, par le respect de la promotion de la Charte éthique et par la souscription d'une assurance. Ces mesures seront largement contrôlées par les inspecteurs de l'Adeps dont je salue ici le travail administratif et de terrain.

Les clubs sportifs proposent des stages dans toutes les disciplines. Certains proposent des disciplines conjuguées, multisports ou des disciplines incluant un volet pédagogique ou d'échec à l'échec. Dans ce dernier cas, la subvention est ramenée à 300 euros au lieu de 650 euros par semaine complète.

Les demandes peuvent être introduites jusqu'au 15 juillet.

Quant aux camps sportifs, ils doivent amener les jeunes à découvrir de nouveaux horizons. Dans ce cadre, les critères sont basés sur le nombre de participants, sur la qualification des moniteurs et sur les pièces comptables justificatives. Nous couvrons ainsi la différence entre les recettes provenant des droits d'inscription et les dépenses.

Tout cela figure sur le site de l'Adeps et les formulaires sont même disponibles en ligne.

M. Philippe Dodrimont (MR). – Je remercie le ministre pour sa réponse. Je vérifierai ce qu'il en est à présent mais lorsque j'ai consulté le site, je n'ai pas été orienté vers les stages d'initiation mais bien vers les camps sportifs. Il en a été de même lors d'un contact téléphonique.

1.2 Question de M. Philippe Dodrimont à M. André Antoine, vice-président et ministre du Budget, des Finances et des Sports, intitulée « Nouveau projet sportif du Standard »

M. Philippe Dodrimont (MR). – Lorsque Mme Louis-Dreyfus a annoncé sa volonté de se retirer de l'actionnariat du Standard, vous vous étiez déclaré disponible.

À présent que le club a été racheté par M. Duchâtelet, je voudrais savoir si vous êtes toujours dans le même état d'esprit. Qu'en est-il du nouveau projet sportif ? Le club a-t-il sollicité une intervention des pouvoirs publics ?

M. André Antoine, vice-président et ministre du Budget, des Finances et des Sports. – J'ai un a priori favorable. Il ne s'agit pas du dossier sur lequel j'ai travaillé mais il ne faut y voir aucune vanité d'auteur. M. Duchâtelet est manifestement un entrepreneur et un homme d'affaires avisé. Il a des origines à la fois liégeoises et flamandes. Il a démontré son savoir-faire à Saint-Trond, club du

reste assez proche du Standard et pas seulement d'un point de vue géographique puisque les dirigeants entretiennent des contacts réguliers et que les travées des deux stades se caractérisent par une ambiance d'enfer.

M. Duchâtelet s'est entouré de M. de Sart, qui a accompli un travail remarquable à la tête de l'équipe des espoirs de l'Union belge et qui a dirigé l'Académie Dreyfus de main de maître, et de M. Riga, ancien entraîneur de Visé et véritable expert du monde du football.

J'espère que M. Duchâtelet donnera les moyens à l'Académie Dreyfus de poursuivre sur la voie du succès. La Fédération Wallonie-Bruxelles a en tout cas décidé d'y apporter sa contribution en majorant sa subvention de 150 000 euros, ce qui est loin d'être négligeable.

J'ignore quel sera le parterre de joueurs qui sera présenté au public. Dans ce domaine, c'est la loi de l'offre et de la demande qui prévaut et plusieurs joueurs de l'équipe alignée lors du défunt championnat sont très courtisés par d'autres clubs.

Enfin, je forme le vœu que l'enquête judiciaire en cours depuis plus de dix ans aboutisse rapidement et que le bon déroulement de la justice ne vienne pas ternir la réputation de ce grand club wallon et national. Je ne puis que souhaiter le meilleur au Standard.

Je n'ai bien entendu jamais voulu me mêler de la politique de recrutement ou de transfert. Je n'en ai ni la compétence, ni le goût, ni la volonté et ce n'est pas le rôle des pouvoirs publics. Par contre, que ce soit pour la formation des jeunes ou pour l'infrastructure, ma disponibilité est totale et je suis prêt à rencontrer M. Duchâtelet pour en discuter, comme je l'ai fait avec les dirigeants d'autres clubs.

M. Philippe Dodrimont (MR). – Je remercie le ministre pour ces précisions et je me réjouis du soutien accordé à l'Académie Dreyfus qui est importante pour la formation des jeunes du club.

1.3 Question de M. Philippe Dodrimont à M. André Antoine, vice-président et ministre du Budget, des Finances et des Sports, intitulée « Création d'une deuxième équipe cycliste Wallonie-Bruxelles »

M. Philippe Dodrimont (MR). – J'aimerais obtenir des précisions sur ce projet de création dont je me réjouis et que je soutiens pleinement. Notre première équipe cycliste connaît déjà un grand succès. Malgré les difficultés pour percer

dans ce peloton mondial, les résultats des jeunes sont au rendez-vous.

Quel est le fondement de la création d'une deuxième équipe? Le terme « deuxième » – et non seconde – laisse sous-entendre que d'autres pourraient voir le jour. Nous pourrions nous en réjouir. Est-ce plausible? Cette équipe sera-t-elle créée en 2012? Des conditions pour en faire partie ont-elles déjà été établies? L'organisation de l'équipe avec des personnes de référence est-elle déjà connue? Quel budget lui sera consacré?

M. André Antoine, vice-président et ministre du Budget, des Finances et des Sports. – Nous n'en avons jamais fait autant pour le cyclisme. Nous allons revoir à la hausse la dotation de la fédération du cyclisme francophone au-delà de ce que l'administration proposait. En outre, nous soutenons une série de compétitions et la retransmission à la télévision de courses d'importance, et subventions pour quatre ans l'équipe cycliste via un partenariat public-privé.

Les résultats ne se font pas attendre : Fabio Polazzi se retrouve dixième au championnat de Belgique ; Olivier Pardini, dix-septième et Philippe Legrand, trente-cinquième. Si Jonas VanGenechten n'avait pas crevé deux fois, il serait probablement dans le peloton d'arrivée, voire sur le podium. Gaëtan Bille est quatrième à la Flèche ardennaise ; Olivier Pardini, septième et Jonas VanGenechten dixième, mais il est arrivé premier à la Kattekooers à Ypres tandis que Gaëtan Bille est sixième. Aujourd'hui, les francophones devancent les flamands dans les points au classement de l'Union cycliste internationale (UCI).

J'ajouterai qu'un certain nombre de nos coureurs, dont ceux précédemment cités, sont sollicités par toutes les grandes formations en vue d'un transfert. Si ce but est atteint, nous pouvons conclure à une réussite car ils n'auraient pas eu de contrat sans notre aide. Ce n'est que grâce à leurs propres mérites qu'ils décrocheront un contrat l'année prochaine mais également grâce à l'entraînement, au stage et au suivi de toute une équipe menée par Michel Dernies, Gérard Bulens et Yves Vanassche.

Par ailleurs, n'oublions pas le Centre de formation du cyclisme francophone lancé en 2010 ; il compte quatorze jeunes coureurs et est dirigé aujourd'hui par Christophe Brandt. Je tiens à mentionner l'excellente performance à la Flèche ardennaise de l'un des frères Savo. Après les soucis que vous connaissez, j'avais d'ailleurs plaidé afin qu'ils réintègrent le groupe et je suis très heureux du résultat.

En fin d'année, une évaluation complète sera réalisée en collaboration avec Christophe Brandt et Yves Vanassche car nous avons constaté une différence de niveau sur le plan de l'intensité des stages, de l'entraînement et du suivi entre le CFCF et les clubs, où l'approche n'est pas toujours aussi professionnelle. L'objectif est de progresser et non de désinvestir. En effet, des candidatures sont déjà déposées pour l'année prochaine et d'autres espoirs cyclistes espèrent pouvoir intégrer le CFCF ou directement l'équipe Wallonie-Bruxelles.

La question est de savoir si nous franchirons une étape supplémentaire avec l'équipe cycliste Wallonie-Bruxelles. Nous sommes en effet en division 3 mais nos points et nos budgets sont ceux des divisions 2. Par ailleurs, garderons-nous une formation tremplin ou conserverons-nous l'un ou l'autre coureur afin d'être présents dans les pelotons? Cela fera l'objet d'une discussion avec Yves Vanassche, Gérard Bulens et Christophe Brandt...

Le sujet est d'autant plus important que le Crédit Agricole a annoncé son retrait de l'équipe *Landbouwkrediet* alors qu'elle a confirmé son maintien chez nous. Nous sommes donc sur la bonne voie. L'évaluation est indispensable mais l'aide des spécialistes du Tour de Wallonie est nécessaire car c'est l'asbl qui parraine les deux équipes. En ce qui concerne le CFCF, je vous rappelle que tous les coureurs ont été choisis et recommandés par la Fédération francophone. Une double évaluation francophone doit donc être exercée mais elle est prématurée à ce stade.

M. Philippe Dodrimont (MR). – Je vous remercie pour cette réponse et me réjouis également de la bonne exploitation de nos talents, notamment dans l'encadrement assuré par des personnes comme Christophe Brandt ou Michel Dernies. J'y associe également les organisateurs et les personnes qui mettent de l'huile dans les rouages, comme Yves Vanassche. Nous devons exploiter cette richesse ; c'est à mon avis le bon moment d'investir dans le cyclisme.

Je crois que si cette équipe voit le jour, elle rencontrera le succès et permettra à des jeunes de comprendre réellement ce sport difficile que l'on ne peut vraiment assimiler que lorsqu'on est confronté aux réalités du peloton. Si nos jeunes ne peuvent côtoyer les meilleurs éléments, ils ne peuvent faire des progrès car le cyclisme ne consiste pas uniquement à avaler des kilomètres et à s'entraîner seul ou en équipe, c'est aussi avant tout se frotter à la compétition. Je forme le vœu que cette deuxième équipe soit effective dès la saison prochaine.

1.4 Question de M. Bea Diallo à M. André Antoine, vice-président et ministre du Budget, des Finances et des Sports, intitulée « Championnat d'Europe de hockey 2013 »

M. Bea Diallo (PS). - Après avoir examiné les candidatures entrées à la mi-avril, la Fédération européenne de hockey (EHF) a désigné officiellement samedi dernier l'ARBH et le club de Braxgata à Boom pour l'organisation du Championnat d'Europe en 2013.

La déclaration de politique communautaire prévoit que le gouvernement réalise « un accord de coopération dans le plus strict respect des compétences de chacune des entités concernées en vue de renforcer la collaboration et les synergies sur un plan national, notamment en matière de sport de haut niveau et d'organisation de compétitions sportives régionales, nationales et internationales ».

Dans quelle mesure de telles concertations ont-elles effectivement eu lieu à l'occasion de la candidature de la Belgique pour l'organisation du Championnat européen de hockey ? Dans quelles circonstances la candidature de Boom a-t-elle été décidée ?

Le hockey est un sport dont la médiatisation est inférieure à la popularité, au nombre de ses adeptes mais également aux résultats obtenus par les clubs en Communauté française, qui y excellent particulièrement, tant au niveau national qu'international. En outre il s'agit d'un sport très féminisé. Ces deux conditions viennent renforcer l'intérêt que la Communauté française aurait pu porter à une éventuelle candidature pour le Championnat d'Europe.

Vous nous annonciez d'ailleurs voici quelques mois, monsieur le ministre, un plan « hockey » en cinq axes, dont le quatrième prévoyait un soutien aux grands tournois et manifestations. En outre, dans ce cadre, d'importants investissements en infrastructures ont été réalisés et sont encore prévus. Il était déjà question alors pour l'ARBH d'organiser le prochain championnat européen. N'y avait-il aucun club susceptible, avec le soutien nécessaire, d'accueillir un tel événement, qui aurait grandement contribué à la visibilité et la notoriété de la Communauté française ?

Je ne fais là qu'en appeler à une politique sportive francophone qui permette de soutenir de manière équilibrée le sport de haut niveau, favorise la participation de nos sportifs aux grandes compétitions internationales et contribue à la visibilité du sport auprès de tous les publics, objectifs que vous partagez également.

M. André Antoine, vice-président et ministre du Budget, des Finances et des Sports. - Votre question, monsieur le député, exprime la volonté commune de cette commission de voir la Communauté française participer à l'organisation de grandes compétitions internationales. Le coût de ces événements est malheureusement élevé et nécessite l'apport d'investisseurs privés ou la collaboration des communautés. Il faut également que les fédérations soutiennent les candidatures. Autant mes collègues me soutiennent dans l'augmentation des budgets alloués au sport, autant ils réfrènent à juste titre mon enthousiasme sur certains projets dont les coûts sont importants.

M. Crucke a parlé tout à l'heure du Championnat d'Europe de natation. Nous n'avons nullement été consultés sur son organisation, puisqu'il s'agit d'un partenariat entre la Flandre et les Pays-Bas, avec d'importants investissements de la ville d'Anvers pour 2012.

Comme on le sait, tout cela s'inscrit dans la volonté de faire désigner Anvers comme capitale du sport européen en 2013. Aujourd'hui, en Flandre, quasi tous les investissements se concentrent sur la région anversoise. Les moyens sont donc considérables.

Le championnat d'Europe de hockey devrait avoir lieu à Boom sur les terrains du club Braxgata, qui possède les infrastructures pour organiser un tel événement, notamment deux terrains synthétiques mouillés. Or, en Fédération Wallonie-Bruxelles, aucun club ne possède un tel équipement, sauf prochainement à Auderghem. Le Braxgata dispose également de tribunes de 8 000 places ainsi que de parkings et du service catering nécessaires. Il n'existe aucun équivalent francophone. Quand bien même nous en rêverions, nous n'avons pas l'infrastructure nécessaire.

Pour rappel, un terrain synthétique de hockey ne peut pas convenir pour le football car la hauteur du gazon n'est pas du tout la même.

Toutefois, même si nous ne disposons pas des infrastructures nécessaires pour l'organisation d'un championnat, nous n'oublions pas le hockey. La fédération est nationale et son président, Marc Coudron, est francophone. C'était l'un des plus grands joueurs de hockey belges. Il est parvenu à doubler le nombre d'affiliés, qui est passé de 12 500 à 25 000. Alors qu'il n'y a que seize clubs francophones, la Communauté française a énormément investi dans ce sport. Elle est intervenue pour l'installation de terrains synthétiques à Nivelles, Louvain-la-Neuve, Chaudfontaine, Liège, Namur, Verviers, Wavre et La Louvière.

De plus, nous envisageons de transformer le centre Adeps de la Forêt de Soignes à Auderghem en véritable pôle de hockey. Le 9 juin dernier, le gouvernement a marqué son accord pour la rénovation de deux terrains synthétiques mouillés avec récupération d'eau, ce qui nous permettra d'organiser des tournois internationaux. Dans une deuxième phase, les gradins et le club-house seront restaurés. Le montant total des travaux sera de trois à six millions.

Nous avons donc une vraie volonté de soutenir le hockey. J'ai d'ailleurs promis un apport financier à la fédération. Même si nous n'organisons pas le Championnat d'Europe, il aura lieu à nos portes. Fin août de cette année, il se déroule à Mönchengladbach. Nos joueurs y seront présents. Le classement à ce championnat déterminera notre participation aux Jeux olympiques de Londres. Il est dès lors très important que nous y obtenions de très bons résultats. Dans le cadre de la préparation à ces championnats, la Communauté française a très largement financé le match Argentine-Belgique, qui s'est déroulé à Wavre devant 3 000 personnes. La Supercoupe, qui a eu lieu voici quinze jours, a accueilli plus de monde encore. Le hockey devient de plus en plus populaire.

Dans le cadre du comité d'accompagnement qui nous lie, je vais attirer l'attention de la RTBF sur la couverture des matches de hockey. Toutefois, les spécialistes nous indiquent qu'il est plus difficile de retransmettre le hockey que le football parce que la balle est plus petite. Il faut aussi tenir compte de cet élément. J'y travaille avec Jean-Christophe Capelle et Marc Coudron.

Mon premier objectif est d'augmenter le nombre de clubs francophones. Nous en avons seize. Il y a six mois, le dernier, le Jaguar Club, a été créé dans la commune de Perwez. Il compte déjà 120 affiliés. Les clubs de hockey remportent une adhésion colossale. Je souhaite que la Wallonie en ait davantage. Ils sont déjà nombreux à Bruxelles. Les crédits de création de clubs trouveraient là un bel usage.

Compte tenu des valeurs qu'il véhicule et de la bonne tenue sur le terrain et en dehors, le hockey témoigne d'un comportement exemplaire que nous devons encourager. Il a d'étonnants résultats et porte les couleurs de la Belgique à un excellent niveau.

Nous ne disposons pas d'infrastructures de qualité. Cela ne nous a pas empêché de progresser. Je prône l'ambition sportive. Mon but est de trouver les moyens de mieux faire. M. Dodrimont posait la question de la lisibilité politique. Elle est vi-

sible dans le fait que chaque discipline a sa propre démarche.

Nous essayons de soutenir l'athlétisme, la natation, le football, le cyclisme, le motocross avec Joël Robert et le sport de quartier avec Mbo Mpenza. La fédération d'escrime nous interpelle à présent pour que nous fassions un geste plus significatif, à l'image de la France. Un dialogue s'installe avec les fédérations. Cependant, il ne faut pas se faire d'illusions : le budget des sports ne va pas continuer à croître ou il suscitera des jalousies !

M. Bea Diallo (PS). – Je pense que le budget peut faire des jaloux mais qu'il doit continuer à augmenter. Je vous encourage à y travailler.

2 Ordre des travaux

M. le président. – L'interpellation de M. Christian Noiret à M. André Antoine, vice-président et ministre du Budget, des Finances et des Sports, intitulée « Country Hall du Sart-Tilman : situation et perspectives d'avenir », est retirée.

La question de M. Jean-Luc Crucke à M. André Antoine, vice-président et ministre du Budget, des Finances et des Sports, intitulée « Problématique des abus sexuels dans le sport », est quant à elle transformée en question écrite.

Voilà qui clôt l'heure des questions et interpellations.

– *L'heure des questions et interpellations se termine à 20 h 05.*